



**CONFÉRENCE du bureau du groupe "Activités diverses"  
du Comité économique et social européen,  
tenue le 23 octobre 2013, au Seimas, à Vilnius:**

***"La Lituanie aux commandes de l'intégration européenne:  
un nouveau regard sur l'Europe"***

**CONCLUSIONS PRINCIPALES**

Le 23 octobre 2013, les membres du bureau du groupe "Activités diverses" du Comité économique et social européen (CESE) ont rencontré des représentants des autorités, de la société civile et des médias lituaniens afin de débattre de la façon dont la République de Lituanie, sa société civile et ses citoyens conçoivent l'Union européenne et le rôle de leur pays au sein de celle-ci. Ils ont échangé leurs points de vue sur les perspectives et les défis actuels et futurs de l'UE, ainsi que sur la nécessité d'une Europe équitable, sociale et responsable, notamment à la suite des élections au Parlement européen de 2014. Sur la base de ces discussions et des travaux menés par le CESE jusqu'à ce jour, les conclusions principales suivantes ont été rédigées et partagées parmi les participants :

*Mettre en œuvre des solutions durables pour une Europe de demain cohérente et efficace*

- Nous soulignons que malgré la timide reprise économique qu'a connu l'Europe récemment, les défis auxquels fait face la société européenne sont multiples et l'UE se trouve à un tournant historique qui exige des changements structurels fondamentaux;
- nous mettons en évidence le fait que les valeurs et les normes européennes sont fragilisées par une forte augmentation des préjugés et par les crises économiques, financières, sociales, environnementales, énergétique, démographique et de la pauvreté auxquelles ils continuent à faire face. Nous condamnons en particulier les inégalités sociales et de revenu qui se creusent dans les pays frappés par l'austérité et nous insistons sur la nécessité des mesures efficaces pour prévenir et faire face à la pauvreté;
- nous soulignons le fait que si l'on veut que l'Europe soit à la hauteur de ses ambitions et de son potentiel, il est indispensable d'investir dans une Europe unie, indépendante et politiquement stable, une Europe du renforcement mutuel, bien plus forte que la somme de tous ses membres pris à part;
- nous insistons que, comme en témoigne la lutte pour la liberté et l'indépendance du peuple lituanien et de la Baltique, et par la détermination de la Présidence lituanienne du Conseil de l'UE pour soutenir une Europe démocratique, la priorité de l'UE est de préserver et de renforcer la liberté, la paix et l'indépendance, qui sont des valeurs fondamentales pour un avenir européen commun;
- dans la perspective de la fin prochaine des mandats de la Commission européenne et du Parlement européen, nous invitons la présidence lituanienne du Conseil de l'UE à poursuivre une stratégie ambitieuse visant à mettre rapidement en œuvre une législation/des mesures qui

stimulent la croissance, la compétitivité, l'économie réelle, les PME, l'accès au crédit et à l'emploi, notamment chez les jeunes;

- nous mettons en évidence la nécessité d'investir dans le capital social et l'innovation sociale. Ainsi, il convient d'associer une multitude d'acteurs de la société civile au redressement de l'Europe, y compris les PME, les professions libérales, l'économie verte, l'économie sociale, etc.;
- nous insistons pour que des fonds de l'UE additionnels soient mis à la disposition de l'initiative "Garantie européenne pour la jeunesse". Celle-ci devrait être étendue aux jeunes de 30 ans et aux régions où le chômage des jeunes est inférieur au taux de 25 % actuellement requis;
- nous exhortons la présidence lituanienne du Conseil de l'UE à agir en chef de file pour faire progresser le marché intérieur, de développer davantage les relations commerciales de l'UE, de mettre en œuvre la stratégie Europe 2020 et le Pacte pour la croissance et l'emploi. Il y a lieu d'accorder la priorité à des mesures concrètes en faveur de l'Acte pour le marché unique II, du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, du marché numérique pour 2015, du paquet sur les télécommunications, de la réindustrialisation de l'Europe, de l'innovation, de la recherche et du développement;
- nous soulignons qu'il convient de mettre en œuvre le budget pluriannuel de l'UE (cadre financier pluriannuel) à partir de janvier 2014 afin de garantir les financements innovants nécessaires pour assurer une croissance durable à l'échelle locale;
- nous insistons sur la nécessité d'adopter des approches équitables et ouvertes à tous pour soutenir la relance européenne, protéger les droits des consommateurs, promouvoir l'égalité de genre et lutter contre les conséquences économiques et sociales de la crise;
- nous insistons sur la nécessité d'introduire des mesures supplémentaires afin de faciliter davantage de mobilité à l'intérieur de l'UE, par exemple, par la simplification des procédures pour les allocations de chômage pour les citoyens qui cherchent un emploi dans un autre pays européen;
- dans le cadre de l'article 9 du TFUE, nous faisons appel pour un nouveau Programme européen d'action sociale qui fixerait des objectifs clairs et tangibles, mettre à jour les objectifs de la stratégie Europe 2020 et explorer la possibilité d'un revenu minimum garanti, dont le taux serait décidé par chaque État membre;
- nous soutenons l'investissement socialement responsable dans des projets sociaux économiquement viables, grâce à la création d'Obligations sociales européennes, parrainés par les citoyens, les entreprises, les syndicats et la société civile au sens large;
- nous appelons à la création d'un réseau européen de l'enseignement pour les travailleurs sans emploi, qui offrirait aux chômeurs la possibilité d'un programme de formation de deux ans et des bons d'études transfrontalières;
- nous invitons vivement le Conseil européen d'octobre 2013 à introduire un système de soutien automatique aux systèmes de sécurité sociale des pays frappés par la crise;
- nous soulignons qu'il convient de mettre particulièrement l'accent sur la création d'une union bancaire et insistons sur le fait que la Banque centrale européenne (BCE) commence à surveiller l'ensemble des banques européennes, y compris les banques régionales, à

l'automne 2014. Dans ce contexte, la mise en place rapide d'un mécanisme de résolution unique s'impose;

- nous mettons en avant la nécessité de recapitaliser le Fonds européen d'investissement afin qu'il puisse octroyer aux PME européennes les fonds nécessaires pour leur développement, notamment lorsque les banques ne veulent pas ou ne sont pas en mesure de répondre aux besoins des PME;
- nous nous félicitons que la présidence lituanienne du Conseil de l'UE accorde la priorité au marché intérieur de l'énergie, à la politique énergétique extérieure et à la coopération régionale, étant donné leur importance pour la sécurité géopolitique de l'UE, sa compétitivité, sa croissance et l'emploi. Nous invitons la présidence lituanienne à faire progresser de manière substantielle les relations commerciales de l'Union, notamment avec les États-Unis.

#### *Une Europe responsable et une citoyenneté active*

- Nous soulignons que si elle ne veut pas perdre le soutien de l'opinion publique, l'Union européenne doit reposer sur une légitimité politique, de la confiance et une responsabilité démocratique renforcées;
- nous invitons l'UE à intensifier d'urgence ses activités visant à promouvoir l'Année européenne des citoyens et de faire en sorte que des résultats concrets soient atteints afin d'augmenter la crédibilité de l'Union et de mieux la faire connaître;
- nous saluons la confiance et l'attitude positive des citoyens lituaniens vis-à-vis de l'adhésion à l'UE et la citoyenneté européenne. Nous appelons à l'UE et aux États Membres d'aider la Lituanie à renforcer la société civile lituanienne aux niveaux local et national, à travers le renforcement des capacités et l'échange de bonnes pratiques. Un résultat possible pour l'avenir pourrait être la création d'un Conseil économique et social en Lituanie. Ceci pourrait compléter le dialogue social existant et à travers la participation active de la société civile plus large pourrait fournir une approche constructive et ascendante aux discussions intersectorielles;
- nous espérons que les prochaines élections européennes susciteront un intérêt majeur chez les citoyens européens de manière à couvrir un large spectre politique;
- nous invitons l'ensemble des partis politiques européens à mieux expliquer aux citoyens, notamment aux jeunes, l'héritage culturel commun que les Européens partagent, les avantages de l'adhésion à l'Union, les solutions que l'UE a apporté aux échelons européen, national et local, et le coût de la "non-Europe" pour la croissance, le développement durable et la compétitivité.

Vilnius, 23 octobre 2013